



LE DÉCHAÎNÉ



Journal de Gilets Jaunes de Monthieu. N°5, St-Étienne, le 21/01/2019



ACTE XI - SAMEDI 26/01

**13H ROND-POINT DE
MONTHIEU**

14H PLACE DU PEUPLE

MOBILISATIONS-ACTIONS

RÉSISTER AU SERVICE DE LA POPULATION



Saint-Étienne a été agressée par quelques centaines de policiers sous le regard complice de l'État, qui prétend avoir tout mis en œuvre pour préserver l'intégrité physique des citoyens. Il est bien le seul à le croire. La réalité est différente et le ministre de l'Intérieur, tout comme le préfet, ont semblé nier la réalité, allant, pour le deuxième, jusqu'à qualifier les situations vécues entre les policiers et les manifestants de « ludiques ».

Où se trouve le jeu lorsque nos rues, au fil des samedis jaunes, sont occupées et gazées par des policiers ? Pour répondre à cette urgence, la Ville va lancer un plan d'accompagnement et d'aide pour les stéphanois (stationnement et transports en commun gratuits, autorisation de l'occupation du domaine public par nos concitoyens en janvier et février, diminution des risques avec une distribution gratuite, tous les vendredis à la mairie, de moyens de protection contre les gaz et les tirs de flash-ball), qui représentera un effort exceptionnel de 300 000 €.

Au cours des prochaines semaines, les services municipaux répondront présents. Ils soigneront les plaies béantes, laissées par les « barbares » venus gazer et tirer. Ils

seront présents auprès des habitants et feront tout pour que notre ville retrouve son aspect d'origine. Qu'ils en soient vivement remerciés par avance.

Aujourd'hui, le temps des réponses politiques est venu. Les propositions faites par le président de la République se chiffrent à 13 milliards d'euros, elles ne sont pas financées et viendront s'ajouter aux 26 milliards d'euros représentés par la suppression de la taxe d'habitation. 39 milliards d'euros de dépenses supplémentaires que la Nation devra, d'une façon ou d'une autre (dette, impôts ou déficits), financer.

Treize minutes d'allocution pour réduire à néant les 13 milliards d'euros d'économies exigés des collectivités locales d'ici 2022. Ces « actions » sont financées en monnaie de singe, du pouvoir d'achat à crédit en quelque sorte, et susciteront, je le crains, bien des déceptions. La France voit sa crise sociale profonde déteindre sur la classe politique, qui fait l'objet de toutes les défiances. Emmanuel Macron ne mesure pas à quel point sa politique de seul contre tous renforce les dérives policières qui fragilisent notre Pacte républicain.

Face à cette dérive intolérable, seuls les élus locaux peuvent résister au service de leur population. C'est exactement ce que je compte faire jusqu'à la fin de mon mandat.

En ce début d'année, permettez-moi de vous souhaiter à tous une excellente année 2019, qu'elle vous apporte toutes les joies et réussites.

Gaël Perdrau

Maire de Saint-Étienne

Président de Saint-Étienne Métropole

EN BREF, LES DEUX DERNIÈRES SEMAINES

Samedi 12.01 – Acte IX

Belle manifestation le matin à Firminy avec pas mal de gens descendus de Haute-Loire

Grosse mobilisation, 5000 personnes au plus fort de la manifestation à Saint-Etienne

28 interpellations ; jusqu'à 22 heures de garde-à-vue.

17 interpellés avant même le début de manifestation (certainement dans le cadre du plan *Minority Report* pour l'égalité de tous devant la loi...)

5 blessés selon la préfecture ; c'est-à-dire qui ont dû être hospitalisés – donc beaucoup plus a priori 1 camarade gravement blessé à la tête et un jeune de 15 ans qui perd son œil à la suite d'un tir

Le soir on se rassemble devant le commissariat du Cours Fauriel pour montrer notre solidarité avec ceux qui y sont détenus.

Jeudi 17.01

- Action symbolique, une bonne centaine de manifestants réunis à 14h place du Peuple pour protester contre les abus de la police, arborent des photos de blessés et sont maquillés en blessés. Sitting devant la mairie puis direction le Palais de Justice surprotégé par une douzaine de camions de gendarmes.

- Interview de Gilles & John, en direct, à l'émission *Question de choix* sur Radiodio, radio stéphanoise indépendante.

Vendredi 18.01

- OP péage gratuit à Veauchette le soir.

- OP parking gratuit à Saint-Cyprien.

- Rassemblement de GJ devant la préfecture pour les vœux du préfet.

- Agrandissement et amélioration de la grosse hutte du rond-point de Monthieu.

Dimanche 13.01

Petit rassemblement Place Jean Jaurès, un groupe descend à Hôpital Nord pour soutenir un des blessés.

Lundi 14.01

A 13h manifestation organisé par le collectif précaire CGT devant la direction départementale de Pôle Emploi rue des Aciéries à Saint-Etienne : une vingtaine de personnes et pourtant plusieurs brigades - mitraillettes en main !

Des GJ tentent d'investir un nouveau rond-point à Andrézieux mais réaction immédiate : avis d'expulsion, huissier et interdiction de l'occuper sous peine de prison.

Samedi 19.01 – Acte X

OP péage gratuit à Veauchette.

Manifestation à Roanne et Rive-de-Gier, et grosse mobilisation à Sainté, plus de 3000, le cortège passe un peu partout en centre-ville, on nous voit bien : Monthieu, Peuple, Martyrs de Vingré, Albert Thomas, Émile Loubet, Palais de Justice, Résistance, Jean Jaurès, Rouget de Lisle, Préfecture, Peuple, Centre 2, Châteaureux, Jean Jaurès. Les forces de l'ordre lèvent un tout petit peu le pied, sans toutefois arrêter de tirer. Au moins un blessé à la jambe et une dizaine d'arrestations.

Cagnotte de soutien à Samir :

<https://www.leetchi.com/c/samir-victime-d-un-flash-ball>

Cagnotte *Leetchi* de Monthieu : GJ Monthieu 42

Mercredi 16.01

- Nouveau rassemblement, à Nord, en soutien à l'un des blessés pour les forcer à mettre un nombre de jours d'ITT à peu près acceptable (45 jours).

- 4^{ème} réunion des GJ Loire sud à Unieux.

VOUS AVEZ DES INFOS DE PREMIÈRE BOURRE, N'HÉSITÉS PAS À LES ENVOYER À :

mthdechaines42@hotmail.com

CHRONIQUES BALADEUSES / entretiens avec des gilets-jaunes

Le samedi 05 janvier 2019

Aurélie et Chloé



Aurélie a 38 ans, elle est sage-femme libérale. Mais si ça existe : ça veut dire qu'elle suit les femmes dans leurs grossesses par exemple, avant et après leur accouchement à domicile. Aujourd'hui, quand une femme accouche, elle a le droit de rester une heure et demie à l'hôpital avant d'être renvoyée dans ses foyers. Je blague bien sûr, on te laisse en gros 3 jours avant le retour à l'envoyeur. C'est dire qu'Aurélie n'est pas prête de chômer. Elle se considère comme étant privilégiée et elle est là par solidarité, pour une justice sociale et fiscale et pour un avenir meilleur.

Aurélie se pose des questions, notamment sur ceux qui ne sont pas là, ses potes, ses collègues, etc. Quand elle parle de son implication dans le mouvement des GJ, ils sont d'accord avec elle la plupart du temps et se montrent plutôt encourageants. Mais s'agissant de venir voir ou de participer tout court, ils ont une multitude de choses à faire et non vraiment, je ne peux pas.

En parlant ensemble, on se disait qu'il serait intéressant de savoir *pourquoi* ils ne viennent pas, de le savoir *pour de vrai*, hormis les excuses sans doute réelles mais qui ne semblent pas si crédibles à la longue. En fait Aurélie n'en sait rien, la peur peut-être ? Tout ce qu'elle constate, c'est leur absence, sans qu'ils soient opposés au mouvement, et ne comprend pas qu'on ne puisse pas être GJ car pour elle, on est tous concernés et on doit être solidaires.

Il y a aussi tous ceux qui accusent les GJ de tous les maux : racistes, anti mariage gay, etc. Le hic, c'est qu'on n'en a jamais rencontré aucun de ceux-là, et on parle à tout plein de gens chaque samedi. Alors sûrement, dans la foule des Gilets, il y en a, on n'est pas naïfs, mais bon, ils se cachent bien.

Pour elle, la Constitution autorise les gens à défiler et à manifester, elle ne voit pas pourquoi on se fait systématiquement gazer juste pour disperser la foule. Ça la met en colère. Pour elle, la liberté d'expression est bafouée et la Démocratie n'existe plus.

Aurélie a une proposition : qu'on boycotte les supermarchés qui ne sont pas écologiques, ni économiques. Elle a pris l'habitude d'aller au marché, tout comme sa copine Chloé, et depuis

qu'ils font ça dans leurs familles respectives, ils font plein d'économies et participent au respect de la planète.

Chloé a 32 ans, elle est infirmière dans le privé et aussi en tant qu'auto-entrepreneuse. Ses enfants ont 7 et 5 ans. Elle considère qu'elle est privilégiée car avec son homme, ils ont tous les deux un boulot mieux payé qu'au Smic. Ça ne l'empêche pas de devoir faire attention, car il y a beaucoup de taxes. « Je fais un chiffre d'affaires dont je ne vois pas la couleur ». Elle est là pour la liberté d'expression, contre les répressions actuelles, pour garder la démocratie. « Pour plus de justice sociale, qu'on partage le gâteau ». Elle pense elle aussi qu'il faut boycotter les supermarchés.

Je leur propose de se considérer comme des alliées du mouvement, alliées des gens qui ont moins, et elles sont d'accord.

Nicolas, Murielle, Christine, Tarek, Samir, Yanis

Nicolas a 46 ans, il habite Firminy. Il est célibataire et a une fille qui n'est plus à sa charge. Chaque mois, il a 1200 euros de frais fixes alors qu'il gagne 1800 euros, heures supplémentaires comprises, en tant que chauffeur routier. En vivant seul, il n'y arrive pas.

Murielle a 70 ans, c'est étonnant, on dirait une jeune fille ! Murielle est choquée par la loi sur les 11 vaccins obligatoires, et choquée par la loi Schiappa qui ne fixe pas d'âge minimal pour le consentement sexuel. Il y a aussi l'enseignement de la sexualité dès le CP qui la choque : « Il faut laisser les enfants tranquilles avec ça, c'est trop tôt, bientôt ce sera à la maternelle ! ».

Christine a 64 ans, elle est en retraite depuis peu, mais elle est là pour sa retraite justement, et pour la santé.

Tarek à 16 ans, il se désigne comme un blédard. Il est né en Algérie et réside en France depuis octobre 2017. C'est son copain Samir, Français de 15 ans, qui traduit pour lui. Alors que je leur demande en plaisantant s'ils sont là pour casser après la manif, Tarek me répond : « Pourquoi tu dis ça à nous ? Pourquoi à nous on dit qu'on va casser ? ». Et là je ne suis pas fier de ma plaisanterie. Samir est donc né en France d'un père algérien et d'une mère kabyle. Quand je souligne qu'il sait parler arabe, il me rétorque que ses parents le lui ont appris. Je lui dis que c'est une chance et il semble sincèrement surpris que je pense ça. Ses parents ne savent pas

qu'il est en train de manifester. Ceux de Tarek non plus. Ils ont tous les deux peur des caméras, ils ont peur d'être arrêtés. Samir regarde BFM TV mais se rend compte que ses parents zappent les infos, c'est pour ça qu'il continue de regarder. Il est là « parce qu'il y a de l'action ». Tous deux sont pacifiques et répondent très volontiers à mes questions. « On va vraiment passer dans un article ? ».

Yanis a 42 ans, il se dit privilégié avec 1400 à 1500 euros par mois. Il est pour l'augmentation du SMIC à 1500 euros par mois. Il dit qu'il est là pour la retraite de sa mère, et aussi pour lui finalement, parce que même s'il se considère comme privilégié, avec un boulot, il n'empêche qu'il ne peut pas partir en vacances ; il est parti pour la première fois depuis dix ans au début du mouvement ! Il regrette qu'il y ait peu de chômeurs, alors qu'ils galèrent : on leur envoie un mail, et si la personne n'a pas ouvert ses mails entre temps, elle se fait radier direct. Il est pour le RIC, contre les taxes trop importantes, et il les cite : sur la nourriture, l'EDF (il a vérifié), la TVA, et après toutes ces taxes, il y a encore des taxes sur sa paie. Et Total ? Total paie zéro taxes !

Il ajoute que le pire, c'est pour les femmes. Elles ont un record de travail précaire, d'emplois saisonniers en chocolaterie par exemple, beaucoup de temps partiels, souvent elles vivent seules avec des enfants.

Mais d'où viennent toutes ces palettes sur les ronds-points ? Yanis nous dit qu'elles viennent des entreprises, les mecs les chargent dans les camions et les amènent. C'est un peu de la perruque (pratique qui consiste à voler ou à utiliser du matériel de son entreprise à des fins individuelles ou collectives) mais c'est pour la bonne cause !

Le samedi 12 janvier 2019 à Firminy puis à Saint-Étienne

François et Isabelle

François était dans l'informatique industrielle, aujourd'hui il a 71 ans et a pris sa retraite à 63 ans. Il est là pour soutenir la mobilisation sociale des Gilets Jaunes. A son avis, il faut bloquer les transports, les grandes surfaces et qu'il y ait une convergence, un blocage général de la production et des services, il faut plus aller chercher les salariés du privé. Je lui réponds que beaucoup de gens autour de nous sont en fait salariés du privé. Pour lui, si on veut obtenir quelque chose, il faut se

mobiliser, mais c'est différent de 68 (il avait 20 ans alors), il faut plus de collectif et sortir de l'individuel. Cette mobilisation a fait tomber les masques de nos dirigeants, la langue de bois ne marche plus.

Isabelle est quant à elle révoltée par l'obscénité du système actuel. Les services publics sont appauvris, c'est l'appauvrissement général du système de santé, du système éducatif, etc. Elle était fonctionnaire territoriale avant sa retraite.

Xavier

« Je suis là pour défendre nos droits ». Et pour le RIC. J'ai 47 ans, à cause d'une maladie professionnelle je suis invalide et je travaille à mi-temps. Ma femme est aide-soignante et on a 3 enfants, dont 2 font des études, ça coûte cher, c'est de plus en plus dur, on n'y arrive plus, même avec deux salaires et mon invalidité, je touche pas grand-chose. On ira jusqu'au bout, les pauvres paient pour les autres pauvres.

Liliane

Le problème, ce n'est pas Macron, le problème c'est l'exécutif et leurs décisions, ce n'est pas une affaire privée, non. On ne doit pas personnaliser le mouvement, Macron est une marionnette et ça attise la haine contre une personne. Ils parlent tous de la violence des gens, que dire de la violence d'en haut ? Ce type de mouvement n'a jamais existé dans toute notre histoire.

Chantal

On est venus de Brioude, on est une quinzaine, et on a fait une opération escargot, je suis mobilisée sur les ronds-points depuis le 17 novembre, mais on nous entend pas, il faut cibler les actions. J'ai 48 ans et je travaille comme AESH avec des enfants handicapés. J'ai 3 enfants et je vis seule, les 2 grands sont dans la manif, l'un est parti à Paris pour le week-end, et ça m'inquiète, ma fille est sur le Puy. Au boulot, je gagne 735 euros par mois parce que je suis à temps partiel, avec des contrats renouvelés chaque année, là c'est ma troisième année, et il faut attendre 6 ans pour être « cédésée ». J'ai environ 400 euros de prime d'activité mais ça ne compte pas pour ma retraite, et si je suis au chômage, la prime s'arrête. Les différences de salaires me révoltent, je m'occupe d'enfants handicapés, l'un est trisomique, l'autre aveugle, c'est une très grosse responsabilité.

... À SUIVRE ...

BRÈVES

En solidarité avec les Gilet Jaunes – Déclaration de la commune internationaliste de Rojava, Kurdistan ouest, nord de la Syrie

"Ce n'est pas une miette de pain, c'est la moisson du monde entier qu'il faut à la race humaine, sans exploiteur et sans exploité." Louise Michel

Extraits :

« Aux gilets jaunes, à celles et ceux qui manifestent, qui sont sur les barricades et blocages, qui occupent leurs lycées et leurs facs, qui sont en grève, qui s'organisent. Nous nous adressons à vous en tant que Commune Internationaliste depuis le Rojava, le Kurdistan de l'Ouest, au Nord de la Syrie.

Nous suivons avec attention depuis plus d'un mois la révolte populaire qui a lieu en France. Nous avons été impressionnés, aussi bien par la détermination des manifestants que par le niveau de répression policière et étatique. Nous adressons notre solidarité à toutes celles et ceux qui en font les frais. Force à vous, votre résistance est populaire jusqu'ici, où tout le monde espère d'heureux développements, à l'heure où nous sommes ici menacés d'une nouvelle guerre par l'État turc. »

« Tout le monde a compris que « gagner » ce mouvement ce n'est pas gagner de trompeuses augmentations du SMIC ni de réelles améliorations du pouvoir d'achat. Gagner, c'est dépasser le stade de la revendication et commencer, en s'appuyant sur les structures alternatives existantes, à construire un autre système, d'auto-gouvernement. Gagner c'est faire face aux contradictions. C'est essayer, se tromper, réessayer encore. C'est ne jamais perdre l'espoir que nous pouvons nous émanciper de L'État et des structures d'oppression existantes, que nous pouvons vivre libres.

Solidarité avec les gilets jaunes et toutes celles et ceux qui résistent, en France et partout dans le monde !

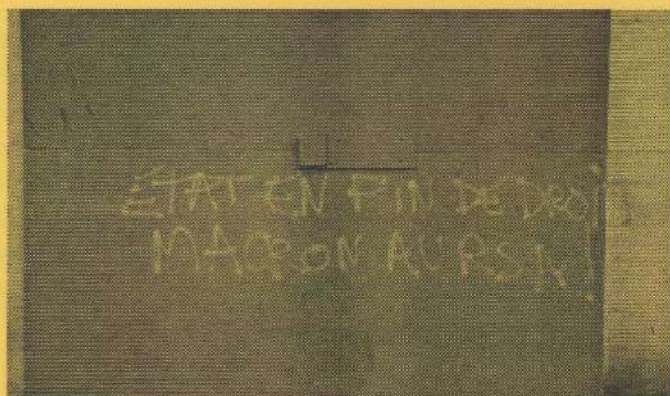
A bas le fascisme turc !

Bijî Berxwedana Frensa ! Bijî berxwedana Rojava !

Bijî Rêber Apo !

Jin Jiyan Azadî ! »

[https://www.youtube.com/watch?
time_continue=6&v=nYKL7oTKIM4](https://www.youtube.com/watch?time_continue=6&v=nYKL7oTKIM4)



Quelque part en France, depuis le début du mouvement des gilets jaunes de mystérieuses *Lettres Jaunes* sont diffusées sur les ronds-points et les réseaux sociaux

La 19ème lettre est sortie le 17/01 et rappelle que nous combattons avant tout pour notre libération contre l'inhumanité de ce monde.

<https://www.facebook.com/lebulletinjaune/>



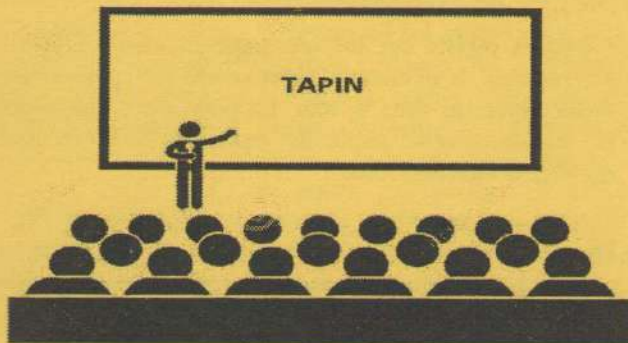
Smartphone

Filmer ou prendre des photos lors d'une action ou d'une manif permet de garder un souvenir mais cet engin est aussi le « meilleur ami » de la police. Que vous ayez « quelque chose à vous reprocher ou pas » n'est pas la question. Merci de faire attention quand vous l'utilisez. En cas de garde-à-voir, il est une mine d'informations pour les policiers.



LA LETTRE DU PRÉSIDENT (13.01) ET DES QUELQUES COMMENTAIRES QUE NOUS POUVONS Y APPORTER

PS : ce ne sont ni de véritables réponses ni des propositions mais plutôt quelques pistes de réflexions pour nous. Les guillemets encadrent les phrases du Président Macroûte



Macron : « Dans une période d'interrogations et d'incertitudes comme celle que nous traversons, nous devons nous rappeler qui nous sommes. »

▪ Je suis un énarque prétentieux parmi d'autres, piètre rhéteur se fantasmant Cicéron ; un pantin démagogue parmi d'autres ; un peu con, j'amalgame communication et politique et compte sur la « pédagogie » pour rouler des adultes. Premier président français à n'avoir jamais été élu en France avant la présidence ; je roule résolument pour le capital et la destruction des forêts ; je travaillais pour Rothschild jusqu'à ce que, ne me satisfaisant plus de simplement exploiter les autres, je me préoccupe d'également diriger le troupeau. Un troupeau moins docile que prévu on dirait...

M : « La France n'est pas un pays comme les autres. »

▪ Si justement, à force de politiques d'années en années toujours plus défavorables à la base des français, la France est justement devenue comme n'importe laquelle des autres dictatures occidentales où les « citoyens » n'ont qu'un seul pouvoir : celui de travailler le jour pour payer la nuit, rien de plus.

M : « Le sens des injustices y est plus vif qu'ailleurs. »

▪ Oui car il n'y a pas de Justice. Le Droit qui jusque-là devait assurer le maintien de l'unité sociale, n'existe plus. Législations antiterroristes d'exception, mise en pièce du droit du travail, spécialisation croissante des juridictions et des parquets. Ce qui se dessine c'est, par exemple, la constitution en matière de droit pénal de deux droits distincts : un droit pour les « citoyens » et un « droit pénal de l'ennemi » c'est-à-dire l'absence complète de tout droit. L'on réserve à ceux qui, comme les gilets-jaunes et bien d'autres – les opposants –, n'ont pas assez de respect pour la merveilleuse « démocratie » dans laquelle nous vivons un traitement dérogoire au droit pénal normal, jusqu'à ne

plus respecter leurs droits constitutionnels. Si bien que le Droit, qui prétendait protéger les hommes et les choses devant les aléas du monde, est plutôt devenu ce qui ajoute à leur précarité. Un trait distinctif des grandes lois contemporaines est de mettre telle ou telle administration, telle ou telle puissance au-dessus des lois. La loi Renseignement abolissait tout recours face aux services de renseignement. La loi Macron, qui n'a pu instaurer « le secret des affaires », n'est appelée « loi » qu'en vertu d'une grossière novlangue : elle consiste à défaire les garanties dont disposent les salariés. La loi Travail poursuivait ce mouvement : qu'est-ce que la fameuse « inversion de la hiérarchie des normes » sinon précisément la substitution de l'état d'exception de chaque entreprise à tout cadre juridique général ? Ceux qui font les lois ne les respectent à l'évidence pas. Ceux qui entendent nous inculquer « la morale du travail » créent des emplois fictifs. En appeler à la Justice face à ce monde, c'est demander à un ogre de garder vos enfants. Les maîtres ont toujours été, au fond d'eux, des subversifs. Il leur déplaît seulement que les autres le soient.

M : « L'exigence d'entraide et de solidarité plus forte. Chez nous, ceux qui travaillent financent les pensions des retraités. Chez nous, un grand nombre de citoyens paie un impôt sur le revenu, parfois lourd, qui réduit les inégalités. Chez nous, l'éducation, la santé, la sécurité, la justice sont accessibles à tous »

▪ Chez nous les pensions des retraités ne sont plus indexées sur l'inflation, chez nous il est permis l'existence d'un métier appelé « fiscaliste » qui permet au riche de contourner l'impôt en toute légalité, chez nous on peut rester enfermé le cul sur une chaise de 3 à 18 ans et en sortir en sachant à peine lire, écrire et compter, chez nous si tu es pauvre tu as des problèmes de dents, chez nous la « sécurité » c'est des hordes de policiers lâchés sur les manifestants avec carte blanche & armes de guerre, chez nous la Justice, comme susdit, il n'y en a pas.

M : « C'est pourquoi la France est, de toutes les nations, une des plus fraternelles et des plus égalitaires. »

▪ Comprendre et traduire : « Français, estimez-vous déjà heureux d'avoir ce que vous avez. »

M : « C'est aussi une des plus libres, puisque chacun est protégé dans ses droits et dans sa liberté d'opinion, de conscience, de croyance ou de philosophie. »

▪ Et au-dessus de nous s'élève un pouvoir immense et tutélaire, qui se charge seul d'assurer nos jouissances et de veiller sur notre sort. Il est absolu, détaillé, régulier et prévoyant. Il ressemblerait à la puissance paternelle si, comme elle, il avait pour objet de préparer les hommes à l'âge viril ; mais il ne cherche, au contraire, qu'à nous fixer irrévocablement dans l'enfance ; il aime que les citoyens se réjouissent, pourvu qu'ils ne songent qu'à se réjouir. Il travaille volontiers à leur bonheur, à l'élaboration de leur désir ; mais il veut en être l'unique agent et le seul arbitre ;

il pourvoit à leur sécurité, prévoit et assure leurs besoins, facilite leurs plaisirs, conduit leurs principales affaires, dirige leur industrie, règle leurs successions, divise leurs héritages, que ne peut-il encore leur ôter entièrement le trouble de penser et la peine de vivre ?

M : « Et chaque citoyen a le droit de choisir celles et ceux qui porteront sa voix dans la conduite du pays, dans l'élaboration des lois, dans les grandes décisions à prendre. »

▪ Nous ne voulons plus que personne porte nos voix. Si un notable veut encore porter quelque chose qu'il porte déjà lui-même ses courses. L'élection n'est que l'ultime moyen que le *saigneur* a trouvé pour régner sans conteste.

M : « Tous voudraient un pays plus prospère et une société plus juste. Cette ambition, je la partage. »

▪ Nous savons bien que le président ne partage pas cette ambition. Depuis environ cinquante ans, un président français ça travaille avant tout pour le capital, pour une minorité d'exploitants qui ont financé sa campagne. Un président français ça vend des armes puis ça fait des discours contre la violence en martelant autant de fois possible « barbarie !! ». Un président français ça fait voter des lois au mois d'août, ça promulgue des ordonnances (on note la charmante origine royale du mot), ça se fait régulièrement inquiéter par la justice pour fraude et corruption sans jamais être puni, ça s'attelle au démantèlement des acquis sociaux d'après 1945, etc., la liste est longue.

M : « La société que nous voulons est une société dans laquelle pour réussir on ne devrait pas avoir besoin de relations ou de fortune, mais d'effort et de travail. »

▪ Le travail a triomphé sans reste de toutes les autres façons d'exister, dans le temps même où une immense partie des travailleurs est devenue superflue. Les gains de productivité, la délocalisation, la mécanisation, l'automatisation et la numérisation de la production ont tellement progressé qu'elles ont réduit drastiquement la quantité de travail vivant nécessaire à la confection de chaque marchandise. Nous ne sommes guère plus utiles qu'à l'écoulement de la marchandise – homo-marchandise. La population doit être tenue, et la meilleure méthode disciplinaire pour la tenir est le salariat. Travailler aujourd'hui se rattache moins à la nécessité économique de produire des marchandises que de produire des producteurs et des consommateurs afin de sauver par tous les moyens l'ordre du Travail. Aujourd'hui on ne vend plus sa force de travail, c'est soi-même que l'on vend, pour nôtre maîtrise des codes sociaux, nos talents relationnels, pour notre sourire ou notre façon de présenter. C'est la nouvelle forme prostitutionnelle de socialisation. L'appareil de production présent est d'un côté une gigantesque machine à mobiliser psychiquement et physiquement, à pomper l'énergie des humains devenus excédentaires, de l'autre il est cette machine à trier qui alloue la survie aux subjectivités conformes et laisse choir tous les « individus à risque »,

tous ceux qui incarnent un autre emploi de la vie et, par là, lui résistent. D'un côté, on fait vivre les spectres, de l'autre, on laisse mourir les vivants. Telle est la fonction proprement politique de l'appareil de production présent.

M : « En France, mais aussi en Europe et dans le monde, non seulement une grande inquiétude, mais aussi un grand trouble ont gagné les esprits. Il nous faut y répondre par des idées claires. »

▪ Lesdits esprits ont les idées parfaitement claires. Les gouvernants & dominants nous conduisent absolument et inéluctablement dans le mur. La population, gilets-jaunes en première ligne, tâche de reprendre le gouvernail et d'éviter le naufrage total.

M : « Mais il y a pour cela une condition : n'accepter aucune forme de violence. Je n'accepte pas la pression et l'insulte, par exemple sur les élus du peuple, je n'accepte pas et n'ai pas le droit d'accepter la mise en accusation générale, par exemple des médias, des journalistes, des institutions et des fonctionnaires. Si tout le monde agresse tout le monde, la société se défait ! C'est pourquoi j'ai proposé et je lance aujourd'hui un grand débat national qui se déroulera jusqu'au 15 mars prochain. »

▪ Le président a été justement forcé de proposer quelque chose, c'est cette « violence » qu'il condamne qui l'y a d'ailleurs poussé.

M : « Je n'ai pas oublié que j'ai été élu sur un projet, sur de grandes orientations auxquelles je demeure fidèle. Je pense toujours qu'il faut rendre à la France sa prospérité pour qu'elle puisse être généreuse, car l'un va avec l'autre. Je pense toujours que la lutte contre le chômage doit être notre grande priorité, et que l'emploi se crée avant tout dans les entreprises, qu'il faut donc leur donner les moyens de se développer. »

▪ « Rendre à la France sa prospérité » = « Make America Great Again » de Donald Trump ; original... Dire plutôt lutte *contre* les chômeurs avec le nouveau dispositif anti-chômeurs pondu le 31.12 par le gouvernement. « Donner les moyens aux entreprises de se développer » = leur faire payer moins d'impôts et casser le droit du travail. Un parnasse somme toute modeste.

M : « Comment pourrait-on rendre notre fiscalité plus juste et plus efficace ? Quels impôts faut-il à vos yeux baisser en priorité ? Nous ne pouvons, quoi qu'il en soit, poursuivre les baisses d'impôt sans baisser le niveau global de notre dépense publique. Quelles sont les économies qui vous semblent prioritaires à faire ? Comment mieux organiser notre pacte social ? »

▪ Les gilets-jaunes l'ont clairement exprimé : en commençant, et c'est un tout petit début, par rétablir l'impôt sur la fortune. Et d'une manière générale, sachant que la plus-value générée par l'exploitation de la force de

travail est appropriée par une minorité, et que cette minorité se débrouille *in-fine* pour payer ses salariés le moins possible et payer le moins possible d'impôts par l'évasion fiscale et la fraude que cautionne le gouvernement, il convient que cette minorité réduise considérablement ses marges de profits et que les bénéficiaires en question aillent soit dans les poches de ceux qui font à la base tourner l'Empire-marchand, soit dans l'impôt pour que ceux-ci le récupèrent en prestations sociales – c'est au choix. Donc, c'est deux perspectives qui s'offrent au dominant : partager les richesses ou les redistribuer (libéral ou social comme d'habitude...) Dans ses questions le président se réfère en réalité à un boulier, l'instrument de calcul chinois où le calcul s'effectue sur un ensemble d'unités limitées. Il veut bien à la limite discuter sur le boulier actuel mais en aucun cas parler des bouliers *offshore* de Monsanto, de Vinci, de Pernaud, de Arnaud, de Bettancourt et de toute la faune exploitante française qui elle se permet de le fouler au pied ce fameux « pacte social ». En l'état, et on le voit tous les samedis et toute la semaine, il n'y a plus de « pacte » ni de « contrat social ».

M : « La transition écologique est le troisième thème, essentiel à notre avenir. Je me suis engagé sur des objectifs de préservation de la biodiversité et de lutte contre le réchauffement climatique et la pollution de l'air. »

• La situation est la suivante : on a employé nos pères et nos mères à détruire ce monde, on voudrait maintenant nous faire travailler à sa reconstruction et que celle-ci soit, pour le comble, rentable. L'excitation morbide qui anime désormais journalistes et publicitaires à chaque nouvelle preuve du réchauffement climatique dévoile le sourire d'acier du nouveau capitalisme vert, celui qui s'annonçait depuis les années 70, que l'on attendait au tournant et qui ne venait pas. Eh bien, le voilà ! L'écologie, c'est lui ! Les solutions alternatives, c'est encore lui ! Le salut de la planète, c'est toujours lui ! Plus aucun doute : le fond de l'air est vert (*et jaune ?!*) ; l'environnement sera le pivot de l'économie politique du XXI^{ème} siècle. A chaque poussée de catastrophisme correspond une volée de « solutions industrielles ». Voitures écologiques, énergies propres, *consulting* environnemental coexistent sans mal avec la dernière publicité Chanel au fil des pages glacées des magazines d'opinions. C'est que l'environnement a ce mérite incomparable d'être, nous dit-on, le premier *problème global* qui se pose à l'humanité. Un *problème global* c'est-à-dire un problème dont seuls ceux qui sont organisés globalement peuvent détenir la solution. Et ceux-là on les connaît. Ce sont les groupes qui depuis près d'un siècle sont à l'avant-garde du désastre et comptent bien le rester, au prix minime d'un changement de logo. Qu'EDF ait l'impudence de nous resservir son programme nucléaire comme *nouvelle solution* à la crise énergétique mondiale dit assez combien les nouvelles solutions ressemblent aux anciens problèmes. Des secrétariats d'État aux cafés alternatifs, les préoccupations se disent avec les mêmes mots, qui sont les mêmes que toujours. Il s'agit de *se mobiliser*. Non pour la reconstruction, comme dans l'après-guerre, non pour les Éthiopiens, comme dans les années

80, non pour l'emploi comme dans les années 90. Non, cette fois-ci c'est pour *l'environnement*. Il vous dit bien merci. Al Gore, l'écologie à la Hulot et la décroissance se rangent aux côtés des éternelles grandes âmes de la République pour jouer leur rôle de réanimation du petit peuple de gauche et de l'idéalisme bien connu de la jeunesse. L'austérité volontaire en étendard, ils travaillent bénévolement à nous rendre conformes à « l'état d'urgence écologique ». La masse ronde et gluante de leur culpabilité s'abat sur nos épaules fatiguées et voudrait nous pousser à cultiver notre jardin, à trier nos déchets, à composer bio les restes du festin macabre dans et pour lequel nous avons été pouponnés. Gérer la sortie du nucléaire, les excédents de CO2 dans l'atmosphère, la fonte des glaces, les ouragans, les épidémies, la surpopulation, l'érosion des sols, la disparition massive des espèces vivantes... voilà quel serait notre fardeau. « C'est à chacun que revient de changer ses comportements », disent-ils, si l'on veut sauver notre beau modèle civilisationnel. Il faut consommer peu *pour pouvoir encore consommer*. Produire bio *pour pouvoir encore produire*. S'auto-contraindre *pour pouvoir encore contraindre*. Voilà comment la logique du monde entend se survivre en se donnant des airs de rupture historique. Voilà comment on voudrait nous convaincre de participer aux grands défis industriels du siècle en marche. Hébétés que nous sommes, nous serions prêts à sauter dans les bras de ceux-là mêmes qui ont présidé au saccage, pour qu'ils nous sortent de là. L'écologie n'est pas seulement la logique de l'économie totale, c'est aussi la nouvelle morale du Capital. On ne pourrait aujourd'hui, sans l'écologie, justifier l'existence de deux filières d'alimentation, l'une « saine et biologique » pour les riches et leurs petits, l'autre notoirement toxique pour la plèbe et ses rejetons promis à l'obésité. L'hyper-bourgeoisie planétaire ne saurait faire passer pour respectable son train de vie si ses derniers caprices n'étaient pas scrupuleusement « respectueux de l'environnement ». Sans l'écologie, rien n'aurait assez d'autorité pour faire taire toute objection aux progrès exorbitants du contrôle. Traçabilité, transparence etc., tout est permis à un pouvoir qui s'autorise de la Nature, de la santé et du bien-être. C'est au nom de l'écologie qu'il faudra désormais se serrer la ceinture, comme hier au nom de l'économie. Tout est renversé dans les discours écologistes. Là où ils parlent de « catastrophes » pour désigner les dérapages du régime actuel de gestion des êtres et des choses, nous ne voyons que la catastrophe de son si parfait fonctionnement. Les meilleurs conseils, dès lors, ne sont pas à chercher du côté des spécialistes en développement durable. C'est dans les dysfonctionnements, les courts-circuits du système qu'apparaissent les éléments de réponse logiques à ce qui pourrait cesser d'être un problème. Parmi les signataires du protocole de Kyoto, les seuls pays à ce jour qui remplissent leurs engagements sont, bien malgré eux, l'Ukraine et la Roumanie. Devinez pourquoi. L'expérimentation la plus avancée à l'échelle mondiale en fait d'agriculture « biologique » se tient depuis 1989 sur l'île de Cuba. Devinez pourquoi. C'est le long des pistes africaines, et pas ailleurs, que la mécanique s'est élevée au rang d'art populaire. Devinez comment. Ce qui rend la crise désirable, c'est qu'en elle l'environnement cesse d'être l'environnement. Nous sommes acculés à renouer un

contact, fût-il fatal, avec ce qui est là, à retrouver les rythmes de la réalité. Ce qui nous entoure n'est plus paysage, panorama, théâtre mais bien ce qu'il nous est donné d'habiter, avec quoi nous devons composer, et dont nous devons apprendre. Nous ne nous laisserons pas dérober par ceux qui l'ont causée les possibles contenus dans la « catastrophe ». Là où les gestionnaires s'interrogent platoniquement sur comment renverser la vapeur « sans casser la baraque », nous ne voyons d'autre option que de « casser la baraque » au plus tôt, et de tirer parti, d'ici là, de chaque effondrement du système pour gagner en force. La Nouvelle-Orléans, quelques jours après le passage de l'ouragan Katrina. Dans cette atmosphère d'apocalypse, une vie, çà et là, se réorganise. Devant l'inaction des pouvoirs publics plus occupés à nettoyer les quartiers touristiques du « Carré français » et à en protéger les magasins qu'à venir en aide aux habitants pauvres de la ville, des formes oubliées renaissent. Malgré les tentatives parfois musclées de faire évacuer la zone, beaucoup n'ont pas voulu abandonner le terrain. Pour ceux-là, qui ont refusé d'être déportés comme « réfugiés environnementaux » aux quatre coins du pays et pour ceux qui, d'un peu partout, ont décidé de les rejoindre par solidarité, resurgit l'évidence de l'auto-organisation. En l'espace de quelques semaines est mis sur pied le *Common Ground Clinic*. Ce véritable hôpital de campagne dispense dès les premiers jours des soins gratuits et toujours plus performants grâce à l'afflux incessant de volontaires. Depuis des années maintenant, la clinique est à la base d'une résistance quotidienne à l'opération de table rase menée par les bulldozers du gouvernement en vue de livrer toute cette partie de la ville en pâture aux promoteurs immobiliers. Cuisines populaires, ravitaillements, médecine de rue, réquisitions sauvages, construction d'habitats d'urgence : tout un savoir pratique accumulé par les uns et les autres au fil de la vie a trouvé là l'espace de se déployer. Loin des uniformes et des sirènes. Qui a connu la joie démunie de ces quartiers de la Nouvelle-Orléans avant la catastrophe, la défiance vis-à-vis de l'État qui y régnait déjà et la pratique massive de la débrouille qui y avait cours ne sera pas étonné que tout cela ait été possible. Qui, à l'opposé, se trouve pris dans le quotidien anémié et atomisé de nos déserts résidentiels pourra douter qu'il s'y trouve une telle détermination. Renouer avec ces gestes enfouis sous des années de vie normalisée est pourtant la seule voie praticable pour ne pas sombrer dans ce monde. Et que vienne un temps dont on s'éprenne.

M : « Être citoyen, c'est contribuer à décider de l'avenir du pays par l'élection de représentants. Ce système de représentation est le socle de notre République. Faut-il reconnaître le vote blanc ? Faut-il rendre le vote obligatoire ? Quelles évolutions souhaitez-vous pour rendre la participation citoyenne plus active, la démocratie plus participative ? Faut-il associer davantage et directement des citoyens non élus, par exemple tirés au sort, à la décision publique ? Faut-il accroître le recours aux référendums et qui doit en avoir l'initiative ? »

• On emploie à tout bout de champ le terme « démocratie » pour qualifier un peu n'importe quoi. La démocratie est

une forme de gouvernement précise ; pour reprendre la formule d'Abraham Lincoln c'est « le gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple ». On a pourtant tendance à croire aujourd'hui que si l'on est en démocratie c'est parce que l'on peut jouir du droit de vote. C'est une erreur. Il ne faut pas confondre « démocratie » et « état de droit ». Si la démocratie est le gouvernement du peuple, l'état de droit est un ordre social qui reconnaît des droits aux personnes et garantit leur respect. Mais l'État de droit peut être réalisé sans que la forme de gouvernement qui régit la société soit nécessairement la démocratie. Autrement dit ce n'est pas parce qu'il y a État de droit qu'il y a démocratie. En France, après la Révolution de 1789, la démocratie représentative est théorisée comme un intermédiaire entre démocratie (directe : Athénienne, avec magistrats tirés au sort) et monarchie (absolue). Il s'agit pour le peuple de désigner ses représentants par la voie de l'élection. Le peuple ne gouverne donc pas directement, mais par le biais desdits représentants. La démocratie représentative repose sur une fiction, une vue de l'esprit idéaliste selon laquelle chaque représentant élu du peuple représente tout le peuple. Or une représentation fidèle du peuple ne peut être assurée que par le peuple lui-même. De là à dire qu'il s'agit d'une démocratie fictive ou d'une fiction de démocratie, il n'y a qu'un tout petit pas... La « démocratie représentative » est un oxymore (figure de style qui consiste à allier deux mots de sens contradictoires pour leur donner plus de force expressive, ex : « une douce violence »). Et la « démocratie directe » est un pléonasm (figure de style qui ne fait qu'ajouter une répétition à ce qui vient d'être énoncé, ex : « monter en haut »). En 2012, alors que les ouvriers et employés représentent 50,2 % de la population active, seuls 2,6 % des députés sont issus de ces catégories socioprofessionnelles. 81 % des députés appartiennent sociologiquement à la catégorie des cadres supérieurs qui ne représentent pourtant que 16 % de la population active. 26,5 % de femmes à l'assemblée alors qu'elles représentent 51,5 % de la population. 0,35 % de députés de moins de 30 ans alors que les 20-30 ans représentent 12,4 % de la population... Le système électoral est naturellement un système conservateur, un système de légitimation et de reproduction des rapports de force existants. Deux fonctions : perpétuer la domination des dominants et la faire accepter par le plus grand nombre. L'électeur n'est pas associé à l'élaboration des programmes électoraux. Ceux-ci sont composés par des partis. L'électeur est au Mac Do : il a le choix entre un nombre limité de menus capitalistes et infantilisants. Quand bien même adhérerait-il vraiment à son choix le mandat n'est pas impératif (c'est interdit par la Constitution : art. 27 « Tout mandat impératif est nul ») ; comprendre : l'électeur aurait beau soutenir à fond le programme, rien n'empêche ses mandataires de le trahir. Le mandat impératif est une conception de la représentation qui consiste à considérer que le mandataire n'a pas à exprimer de volonté propre, qu'il est un messenger et un exécutant et qu'il peut être révoqué avant la fin de son mandat s'il ne le respecte pas et que l'on peut annuler les actes qui ne le respectent pas (ex : Gaël Perdriau maire de Saint-Étienne a durant toute sa campagne électorale claironné « je défendrai les commerces du centre-ville », il a ensuite permis l'implantation du

gigantesque centre commercial STEEL à Monthieu ; CQFD : sous mandat impératif il serait destitué pour cela). 85 % des dépenses d'un département sont obligatoires, elles résultent de charges, que lui a transféré l'État et auxquelles il ne peut se soustraire. En votant pour l'exécutif local, le maire, l'électeur se prononce donc en réalité pour une équipe de gestionnaires. Or la couleur politique ne préjuge pas de la compétence gestionnaire. L'intérêt des élus est de profiter le plus et le plus longtemps du système 1) parce que la politique est une carrière 2) parce qu'ils n'ont aucune envie de revenir à leur ancienne profession et/ou n'en n'ont jamais eu d'autre 3) parce que c'est un bon business. Aucune obligation professionnelle - puisque mandat non impératif -, pas d'horaires à respecter, pas de patron, pas même de travail à fournir ! Leur intérêt n'est pas d'améliorer la condition de leurs électeurs mais bien d'être élus et réélus. Leur intérêt va donc à ce que rien ne change.

Le système électoral est un système de manipulation des masses. Un système de validation. Validation du système lui-même : chaque fois que je vote, j'indique que j'apporte mon soutien à cette forme de désignation des gouvernants, au régime de la représentation. Ce faisant, la validation est en réalité plus globale. Puisque le régime de la représentation est par nature essentiellement conservateur, en le validant c'est tout l'ordre social que je valide et cet ordre social repose sur d'extraordinaires inégalités et injustices. En matière économique et environnementale, il couvre un système fort dangereux pour l'avenir et en votant c'est tout le *package* que je valide. En votant je sanctionne un état donné des rapports de force sociaux qu'aucun élu n'a intérêt à déranger profondément. Ne pas voter a donc un avantage individuel sur voter : celui de ne plus être manipulé de ne plus être la marionnette d'intérêts qui n'ont rien à voir avec les siens propres, en un mot ne plus être un simple pion. C'est le pouvoir de dire : Pas en mon nom. BOYCOTT.

M : « En matière d'immigration, une fois nos obligations d'asile remplies, souhaitez-vous que nous puissions nous fixer des objectifs annuels définis par le Parlement ? » ; « Comment ne pas éprouver la fierté d'être Français ? »

• On voit bien venir la sarkozette et son débat putride sur « l'identité nationale », la fausse « grave question » qui avait déjà été lancée en 2009 par le gouvernement. Le président entend par là recueillir les avis les plus xénophobes et faire en sorte que ses chiens de gardes focalisent sur leur outrance et ainsi diviser. De toute façon l'État ne l'a pas attendu pour être raciste et inhospitalier, les mesures les plus discriminatoires sont déjà appliquées aux « étrangers ». Comme c'est une question comme on aura bien sûr droit au pinard et au fromage faute de mieux. « Objectifs » = sélection = refus = inhospitalité = honte sur nous. Les « étrangers » ne menacent ni la France, ni le feuilleton national. Quand on est *quelqu'un*, on ne se sent pas menacé par la culture de quelqu'un d'autre, parce que de la culture on en a. Qui grandit encore là où il est né ? Qui habite là où il a grandi ? Qui travaille là où il habite ? Qui vit là où vivaient ses ancêtres ? Et de qui sont-ils, les enfants de cette époque, de la télé ou de leurs parents ? La

vérité, c'est que nous avons été arrachés en masse à toute appartenance, que nous ne sommes plus de nulle part, et qu'il résulte de cela, en même temps qu'une inédite disposition au tourisme, une indéniable souffrance. Notre histoire est celle des colonisations, des migrations, des guerres, des exils, de la destruction de tous les enracinements. C'est l'histoire de tout ce qui a fait de nous des étrangers dans ce monde, des invités dans notre propre famille. Nous avons été expropriés de notre langue par l'enseignement, de nos chansons par la variété, de nos chairs par la pornographie de masse, de notre ville par la police, de nos amis par le salariat. A cela s'ajoute, en France, le travail féroce d'individualisation par un pouvoir d'État qui note, compare, discipline et sépare ses sujets dès le plus jeune âge, qui broie par instinct les solidarités qui lui échappent afin que ne reste que la citoyenneté, la pure appartenance, fantasmatique, à la République. Les immigrés tiennent dans ce pays une curieuse position : s'ils n'étaient pas là, les Français n'existeraient peut-être plus. Se revendiquer d'une culture dans ce monde ? Entre le bulletin de vote, la série télé et le caddie ? Allons, allons...

M : « Nous allons désormais entrer dans une phase plus ample et vous pourrez participer à des débats près de chez vous ou vous exprimer sur internet pour faire valoir vos propositions et vos idées. »

• Libre à chacun d'y participer comme de n'y pas participer. D'y apporter des éléments clairs comme des éléments flous. De revendiquer telle ou telle chose ou de simplement et surtout et avant tout, en profiter pour convaincre les débatteurs de rejoindre le mouvement dans l'action. Ce qui en sortira ne détermine en aucune façon l'issue du mouvement. De toute façon, « les mots n'engagent qu'à demi dans la voie du bien ».

« LE PEUPLE A PAR SA FAUTE / PERDU LA CONFIANCE DU GOUVERNEMENT / ET CE N'EST QU'EN REDOUBLANT D'EFFORTS / QU'IL PEUT LA REGAGNER / NE SERAIT-IL PAS / PLUS SIMPLE ALORS POUR LE GOUVERNEMENT / DE DISSOUDRE LE PEUPLE / ET D'EN ÉLIRE UN NOUVEAU ? »

BERTHOLD BRECHT



BRÈVES

Le chant des gilets jaunes

Sur l'air du Chant des partisans

Ami entends-tu le vol noir
Des banquiers sur nos plaines
Ami entends-tu cette souffrance
C'est le peuple qu'ils enchaînent
Ohé villageois, citadines et banlieusards
C'est l'alarme
Ce soir la finance connaîtra le prix
Du sang et des larmes
Sortez des usines, des bureaux,
Des cuisines, gilets-jaunes
Sortez les palettes, braséro et barricades
Gilets-jaunes
Ohé les sans-dents, les fainéants, les illettrés
Tapez fort
C'est nous qui trimons jour et nuit
Pour une paie de misère
Les taxes qui nous pressent
Et les riches qui s'engraissent, la galère
Ils ont des châteaux où ils broient
Dans l'arrogance tous nos rêves
On est là, on est là
Même si vous n'le voulez pas
Nous on est là

[Refrain]

Pour les gilets jaunes tombé.es
Pour les gilets jaunes blessé.es
Pour ceux qui sont condamné.es
Nous on est là

C'est bien pour eux, que nous on taffe
Nous on sue, nous on crève
Ici, chacun sait ce qu'il veut, ce qu'il
Fait, on s'écoute
Ami fabriquons le tombeau de la
Finance, en dérouté
Ce soir écolos gilets jaunes
Nous semons un « notre » monde
Chantons compagnons, au loin un grand
Soleil, Nous inonde
Demain nos enfants grandiront sur une
Planète propre et saine
Demain, tous ensemble nous rions
A une vie plus sereine
Amile vois-tu, plus de crasse
Plus de classe, plus de grève
Ami entends-tu la musique du pays
Qui se lève

Motivés, motivés
Nous sommes motivés
Motivés, motivés
100 % motivés

Le grand ébat national



Appelle Manu et envoie tes doléances au 01.42.92.81.00*

* Appel non-captivé

Luc Ferry, ancien ministre de l'Éducation :

« Ces espèces de nervis, ces espèces de salopards d'extrême droite, d'extrême gauche et des quartiers qui viennent taper du policier, ça suffit ! On a la quatrième armée du monde, elle est capable de mettre fin à ces saloperies, que les policiers se servent de leurs armes une bonne fois ! »

On note la charmante *incitation à la haine* et l'appel au *meurtre* de ce guignol haineux, malfaisant et notoirement con.



LOIS « ANTI-CASSEURS », LA DICTATURE EN MARCHÉ !

Les propositions de lois clairement liberticides demandées depuis deux ans par le syndicat de police Alliance (proche de la droite et de l'extrême droite) seront dans un avenir proche « débattues » à l'assemblée. Le droit de manifester est clairement remis en cause. Ce dispositif sera basé sur une des lois « anti-hooligans ». Après avoir inscrit en 2007 dans la loi « l'interdiction administrative de stade », nous accueillerons avec grand plaisir *l'interdiction administrative de rue*. Il y a eu depuis le 17/11/2018 plus de 5 600 GAV et plus de 1 000 condamnations. Pour couronner le tout, le gouvernement charge les partis politiques d'opposition qui selon lui sont également responsables des « violences » car un tel, ou un autre tel ne les a pas assez vivement condamnées. L'heure est grave, la dictature en marche !

Quelles seront les prochaines étapes ? L'application sans complexe des lois anti-terroristes à tous les GJ ? La GAV de 110H (5 jours) pour avoir crié « assassin » à un flic ? Le « droit de cuissage » pour les élus ? Prière obligatoire tous les matins pour « les forces de l'ordre violentées » ? Une pipe et un cuni ?

1^{re} proposition : Créations de « fan-zone » à chaque manifestation déclarée ou non. Un périmètre dit de sécurité pourrait être adopté afin de parquer les protestataires. La participation à un rassemblement deviendrait un prétexte *légal* pour fouiller en masse. Pour les prochaines mesures, nous attendons avec impatience l'inscription dans la loi de la fouille anale publique !

2^{me} proposition : le port de la cagoule, allant de la simple écharpe à la burqa, ne sera plus sanctionné d'une amende mais d'une peine de prison allant jusqu'à un an. L'amende pourra s'élever jusqu'à 15 000 €. Tout à fait aberrant ! À quand l'obligation de ne pas porter d'habits d'une certaine couleur ou d'une certaine forme pendant une manifestation publique ?

3^{me} proposition : Doter la police d'un nouvel outil répressif. Cette mesure administrative viendrait compléter l'actuel arsenal judiciaire. Pour rappel, un juge peut déjà interdire à une personne de se rendre à une manifestation dès lors qu'elle a commis des violences sur la voie publique. Nouveauté : la création d'un fichier basé « sur le modèle des interdits de stade », le fameux « fichier Hooligans ». Ce dernier, créé en 2007, réunit les personnes faisant l'objet d'une interdiction administrative ou judiciaire de stade.

« Cette mesure a eu des effets concrets sur les violences qui ont fortement baissé dans les stades », assure un syndicaliste d'Alliance. « Nous pensons donc qu'il serait intéressant d'avoir un fichier similaire

pour les casseurs. » La police veut encore un nouveau fichier alors que selon le rapport des députés Delphine Batho et Jacques-Alain Bénisti, publié en mars 2009, il en existe déjà 58 !

Quel fonctionnement ? Géré par le ministre de l'Intérieur et le Garde des sceaux, il serait alimenté par des arrêtés pris par les préfets. Ces derniers pourraient interdire à des personnes de participer à des manifestations déclarées, dès lors qu'il existe « des raisons sérieuses de penser que son comportement constitue une menace d'une particulière gravité pour l'ordre public ». Les données personnelles de ces individus seraient ensuite versées dans un fichier, dans lequel pourraient aussi figurer les personnes « condamnées à la peine d'interdiction de participer à des manifestations ». Une proposition satisfaisante pour Alliance. À ceci près que le syndicat estime que cette mesure doit s'étendre aux manifestations non déclarées.

Qui pourrait être fiché ? Des individus déjà condamnés pour faits de violences lors de précédentes manifestations et des individus « appartenant à un groupe » ou étant « en relation de manière régulière avec des individus incitant, facilitant ou participant à la commission de ces mêmes faits ». N'importe qui en fait. Le seul fait de participer à une manifestation, donc de se retrouver en présence de fichés pourrait potentiellement être retenu comme preuve.

Quelles conséquences pour les heureux fichés ? Le principe est simple : interdiction de se rendre à la manifestation et, le cas échéant, se voir dans l'obligation de pointer au commissariat ou à la brigade de gendarmerie pendant la manifestation. Et si le dangereux terroriste inscrit au fichier bravait cette interdiction, il pourrait tout de suite être interpellé et placé en GAV.

Édouard Philippe et consorts au lieu de nous enfumer la tête avec vos propositions de lois **qui se rapprochent petit à petit de la législation anti-terroriste**, prenez votre courage à deux mains : rétablissez l'état d'urgence, utilisez l'arsenal juridique anti-terroriste envers toutes celles et ceux que vous jugez bon de casser et si ça ne suffit pas, la loi martiale existe !

Ce gouvernement, ses larbins et la majorité de la classe politique et possédante n'acceptent pas que des centaines de milliers de révoltés relèvent la tête dignement. Ils n'acceptent pas que des milliers de GJ et associés s'occupent de politique autre que politicienne et électorale. Ils feront tout pour casser cette dynamique, nous serons présents pour leur montrer que nous n'avons plus peur et que nous attachons beaucoup d'importance à nos libertés fondamentales et pour notre droit à vivre dignement.

Autant de répressions, de mépris et de condescendance ne nous feront jamais reculer, au contraire ! FUCK YOU ALL !

NOUS APPELONS TOUTE LA SOCIÉTÉ CIVILE À SE LEVER CONTRE CES FUTURS PROJETS DE LOIS LIBERTICIDES EN SE RENDANT EN MASSE SUR LES RONDS-POINTS, AUX ACTIONS, AUX MANIFESTATIONS DE CE SAMEDI ET AUX SUIVANTES.

VOLTIGEUR, POLICE MONTÉE ET BRIGADE CANINE

- Nouveau scandale dans la République française, à Paris, les voltigeurs (gang de policiers se déplaçant en motos) sont de retour. Ils sont armés de matraques, de flash-ball et de pistolets. Ils se déplacent en groupe et sont parfois deux sur une même moto pour permettre au forcené de la gâchette, assis à l'arrière, de tirer avec son lanceur de balles.

Rappel historique : les voltigeurs ont été utilisés pour le maintien de l'ordre de 1969 à 1986. Ces sympathiques philosophes ont été dissous en 86 après le meurtre de Malik Oussekine, le 6 décembre de la même année. La France était secouée cette année là par de grandes mobilisations contre le projet de réforme universitaire Devaquet. Malik était un étudiant franco-algérien de l'École supérieure des professions immobilières, il a été tabassé dans une allée et est mort des suites de ses blessures à l'hôpital 4h plus tard. Ni oubli ni pardon.

- À Paris, encore une fois, la Police montée est utilisée lors des manifestations. Soyons plus malin, tous les samedis, à dos de dragon !

- Dans plusieurs villes de France la Brigade canine est utilisée dans le cadre du maintien de l'ordre (Perpignan, Paris, Lyon, Toulouse, etc.). Pour l'instant aucune morsure à signaler mais restons vigilant.

APPEL AUX MILITANTS Envoyé à la suite de l'Acte IX

« Militant syndicaliste CGT, communiste et GJ, je viens ici témoigner des nombreuses humiliations et violences policières que mes camarades et moi avons vécus ce samedi 12/01 à Saint-Étienne.

Aux alentours de 17h, av. de la Libération, alors qu'une partie de la manifestation se poursuit en direction de la place du Peuple, deux rangées de plusieurs dizaines de nationaux et de baquistes se positionnent devant et derrière nous au niveau du lycée Fauriel. Environ une centaine de protestataires et de passants sont cernés et piégés, une véritable

nasse se constitue. Un déluge de grenades lacrymogènes s'abat immédiatement sur nous. En l'espace de quelques secondes un brouillard épais se forme et l'air devient irrespirable. Panique et hurlements, chacun tente de s'extirper des gazes en espérant ne pas se retrouver dans la trajectoire d'un tir de flash-ball. Plusieurs, dont certains mineurs, crient et vomissent en gisant allongés sur le sol. De longues minutes plus tard, une fois les gazes dissipés, surgissent de nombreux nationaux interpellant de façon arbitraires une vingtaine d'individus dont j'ai la malchance de faire partie. Mon tort est de posséder sur moi une paire de gant et une écharpe, ainsi que d'être présent à cet endroit et à ce moment précis. S'en suit une vingtaine de minutes où des camarades et moi sommes menottés et accroupis au sol à la vue de tous en attendant notre transfert au commissariat de police de Fauriel. La garde à vue commence aux alentours de 17h30. Après une fouille détaillée et un contrôle poussé, je suis incarcéré dans une cellule de dégrisement sordide et puante d'une dizaine de mètres carrés en compagnie de 2 manifestants et de 2 autres détenus. Mon audition a lieu vers 1h30 du matin en présence de mon avocat, la faim se fait ressentir et c'est finalement à 2h00 du matin qu'un repas infect me parvient. Toutes les cellules sont pleines à craquer : la majorité des détenus sont des manifestants. Difficile de trouver le sommeil sans matelas ni couvertures, je peux enfin sortir le lendemain après-midi aux alentours de 14h avec un rappel à la loi. Un comité de soutien d'une vingtaine de camarades est présent. Je n'ai pas de séquelles visibles et irréversibles contrairement à d'autres ce jour-là : au moins deux blessés graves au visage par un tir de flash-ball. Je dénonce ces violences policières insupportables et le déni médiatique honteux de nombreux journaux sur ce sujet. *La Tribune le Progrès* a osé titrer le jour même « deux blessés légers », c'est une provocation scandaleuse. Je dénonce aussi les interpellations arbitraires et les gardes à vue abusives ainsi que les méthodes judiciaires humiliantes consistant à fichier et intimider les manifestants.

La répression est le seul horizon que nous promet ce gouvernement au service des ultras riches. En ces temps d'accélération des réformes anti sociales et d'aigre odeur dictatoriale je souhaite que la convergence des luttes ne reste pas un vain slogan. La colère gronde depuis bientôt 2 mois partout en France. À Saint-Étienne, les débats des GJ autour de l'enjeu des luttes des classes se dessinent bien plus clairement depuis quelques temps, nos perceptions communes se font jour et s'affinent, les solidarités naissent et se renforcent au fil des semaines. Dans ce climat préévolutionnaire soyons présents massivement pour l'acte X tout en organisant au plus vite les conditions nécessaires d'une grève générale historique. »

Si vous voulez nous rencontrer pour apporter votre contribution à la lutte contre Macron et son monde, rendez-vous au RP de Monthieu 7/7j

**À pied, en vélo, à cheval, en voiture : criez, klaxonnez, traversez
C'est ouvert, vous êtes les bienvenus**

Les gilets jaunes de Monthieu vous remercient pour :

- la présence quotidienne sur le rond-point***
- la main d'œuvre pour constructions***
- le bois ou les palettes pour se chauffer***
- les thermos de café et de thé chaud***
- les dons de nourritures***
- les plans pour imprimer Le Déchaîné à peu de frais***

**Syndicalistes, syndicats, rejoignez la lutte. Ne signer plus des accords pour récupérer deux-trois miettes que les gouvernants vous jettent.
Votre arme c'est la grève générale**

Nous lançons un appel à approfondir notre réflexion, ne proposons pas que des mesures fiscales et sociales mais aussi politiques. Pour plus de démocratie. Pour la démocratie directe réelle. Ce que nous faisons est éminemment politique, nous ne sommes pas *apolitiques*, nous sommes *apartisans*, c'est-à-dire que nous ne soutenons aucun parti politique ou syndicat. Nous appelons toutes les forces à s'auto-organiser et à se joindre à la bataille.

Les GJ de Monthieu remercient le Palais d'Orient, Saveurs d'Asie, O'Tacos, la boulangerie Marie Blachère, Mimi Fruits, Night Food et tous ceux qui donnent de leur temps et plus encore ; de grandes pensées à toutes les personnes qui contribuent à faire perdurer le mouvement du peuple.



MIJ

MEN IN JAUNE



Le Déchaîné est produit et imprimé par les GJ de MTH